



Assemblée générale

Distr. générale
9 septembre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 71 c) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits humains :
situations relatives aux droits humains et rapports
des rapporteurs et représentants spéciaux

Lettre datée du 9 septembre 2024, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un communiqué de presse publié le 8 septembre 2024 par le Vice-Ministre chargé des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée au sujet du rapport du Secrétaire général intitulé « La situation des droits humains en République populaire démocratique de Corée » et publié sous la cote [A/79/277](#) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 71 c) de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) **Kim Song**

* [A/79/150](#)



Annexe à la lettre datée du 9 septembre 2024 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

Communiqué de presse publié le 8 septembre 2024 par le Vice-Ministre chargé des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée au sujet du rapport du Secrétaire général intitulé « La situation des droits humains en République populaire démocratique de Corée » et publié sous la cote [A/79/277](#)

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a récemment publié, au nom du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un rapport dans lequel il invente de toutes pièces et déforme gravement la situation des droits humains en République populaire démocratique de Corée.

Le rapport n'est qu'un odieux brûlot fait de thèses complotistes et de théories antagonistes contre la République populaire démocratique de Corée, élaboré par des forces hostiles dans le but inavoué de ternir l'image de notre État.

Je condamne de toutes mes forces la démarche des forces hostiles visant à porter atteinte à la dignité et au système social de la République populaire démocratique de Corée en abusant du nom de l'Organisation des Nations Unies, ce qui constitue une provocation impardonnable motivée par des objectifs politiques et une atteinte à la souveraineté de mon pays.

Le rapport hostile, qui reprend les données fausses et fabriquées fournies par les forces impures contre la République populaire démocratique de Corée, prouve clairement que le Secrétaire général de l'ONU agit sous l'impulsion et la pression des États-Unis et de leurs partisans.

L'état actuel de l'Organisation des Nations Unies, qui est fondée sur les normes illégales en matière de droits humains établies par les États-Unis et non sur la Charte des Nations Unies et le droit international des droits de l'homme, est l'une des principales raisons pour lesquelles la situation des droits humains ne s'est pas encore améliorée dans le monde.

Le Secrétaire général de l'ONU et les organisations de défense des droits humains concernées devraient se pencher sur la situation actuelle, et médiocre, des États-Unis en matière de droits humains avant de s'intéresser aux problèmes de quelqu'un d'autre en la matière, d'autant plus qu'ils n'existent pas.

Quel est le pays où la haine sévit, où le crime est généralisé, dans une société qui s'oppose et se déchire, et où les Noirs se débattent, pris dans le filet de l'oppression, et quel est l'État voyou qui réprime brutalement les manifestations pacifiques d'étudiants s'opposant au massacre immoral auquel se livre Israël dans la bande de Gaza ?

Quel est le pays, État criminel, qui n'a honte de rien et n'éprouve aucun remords pour toutes sortes de crimes odieux, y compris les agressions sexuelles commises contre des populations locales par ses soldats basés dans d'autres pays, et pour lesquels il est loin de demander pardon, bien qu'ils aient été révélés l'un après l'autre, créant un scandale retentissant dans le monde ?

Le fait que l'organisation des Nations Unies chargée des droits humains, qui n'a pas le courage de s'exprimer sur les États-Unis, État criminel par excellence,

s'attaque sans fondement à la « question des droits humains » d'un pays en particulier, relève clairement d'une politique de deux poids, deux mesures. Et il s'agit d'une omission coupable délibérée dans l'exercice de la responsabilité et de la mission que lui a confiées la Charte.

La seule menace qui pèse sur les droits humains du peuple de la République populaire démocratique de Corée est la politique hostile menée à son égard par les États-Unis et leurs partisans.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée continuera de rester fidèle à sa mission, qui est de garantir pleinement la sécurité et le bien-être de sa population, ainsi que l'exercice de son droit véritable de vivre à l'abri des atteintes aux droits humains commises par les forces hostiles, quoi qu'en disent les autres.
